ANNABA

La CCLS d'El-Hadjar sensibilise les agriculteurs

Les efforts fournis par les agriculteurs algériens, une fois les contraintes qui les bloquaient supprimées et le soutien de l'Etat devenu effectif, ont commencé à donner des résultats probants.

Photo : DR

Jamais atteints auparavant, les rendements de ces dernières années, principalement dans les domaines de la pomme de terre, des céréales, de la tomate industrielle et autres produits agricoles, sont là pour prouver ce saut aussi bien quantitatif que qualitatif.

Rien que pour les céréales, les prix à la production ont été multipliés par deux et demi. Idem pour la tomate industrielle et la pomme de terre dont les prix aux producteurs ont doublé. Ces encouragements ont boosté le travail de la terre. Des dizaines de milliers d'hectares de bonnes terres, abandonnées et restées des années durant en jachère, ont ainsi été de nouveau labourés par leurs propriétaires ou leurs bénéficiaires.

Les instruments mis en œuvre par l'Etat dans le cadre de son soutien au secteur, à savoir les offices, les coopératives ou centres techniques ayant pour tâche le soutien et l'aide en matériel, l'amélioration des semences et partant du rendement ont, dans la majorité des cas, joué leur rôle. Récemment, les agriculteurs des wilayas de Annaba et d'El-Tarf ont été réunis par la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) d'El-Hadjar.

Au menu de cette rencontre, l'information de ces derniers sur la disponibilité du matériel agricole (tracteurs de différentes puissances, moissonneuses-batteuses…) acquis récemment par le parc de cette coopérative de service, et des techniques introduites dans le traitement de leurs champs.

Cette coopérative aide également les multiplicateurs en leur fournissant un suivi régulier par ses techniciens et ceux du Centre national de certification de contrôle (CNCC). 20% des superficies agricoles sont ainsi réservées à la multiplication.

La coopérative d'El-Hadjar couvre non seulement les deux wilayas qui lui sont rattachées (Annaba et El-Tarf), mais dégage un surplus pour d'autres wilayas qui en font la demande. La fertilisation des surfaces agricoles constitue un autre domaine pris en charge par cette coopérative. Celle-ci est passée en quelques années de 800 à 15 000 ha avec une diversification des produits.

Les maladies cryptogamiques des céréales constituent un problème majeur que la coopérative n'a pas omis. Le taux des surfaces traitées cette année est passé à 300% de ce qui a été réalisé l'année précédente. La stagnation des eaux par manque de drainage dans cette région de plaines côtières a été unanimement soulevée par les agriculteurs des wilayas de Annaba et El-Tarf. Pourtant, il existe bien un office chargé de cette tâche, mais ses actions ne sont pas visibles, selon plusieurs agriculteurs touchés par ce phénomène.

Des préfinances à la fin du mois de janvier et des compléments de crédits de campagne sont octroyés à ceux qui ont bénéficié de l'assistance financière du Rfig par la Banque algérienne du développement rural (BADR). Dans le but de réduire quelque peu les prix des légumes secs commercialisés dans les magasins d'alimentation générale, la coopérative d'El-Hadjar a ouvert une dizaine de points de vente directs aux citoyens des wilayas de Annaba et El-Tarf, nous fera savoir le directeur de la coopérative, Abderrahmane Bouchehda. Cependant, tout ce qui été entrepris pour augmenter la production agricole et assurer un approvisionnement régulier et en quantité des marchés n'a pas participé à la stabilisation des prix au détail.

Les ménagères en savent quelque chose. Elles, qui voient constamment les prix des produits grimper, se demandent si cette inflation galopante sera réduite un jour.

Le problème est à chercher ailleurs que chez les agriculteurs. Leur production est cédée à des gens sans scrupules qui gèrent à leur guise les marchés de gros au détriment des services de l'Etat qui ont en principe la charge de réguler le commerce, notamment des produits de large consommation, estime-t-on.

A. Bouacha

AADL DE BLIDA

Les souscripteurs de 2001 exigent leurs logements

Les inscrits dans les listes des bénéficiaires des logements AADL de la cité Brakni à Blida ont observé il y a quelques jours un sit-in devant le siège de l'agence AADL de la même ville pour exiger la régularisation de leur situation, à savoir l'attribution des clés d'autant qu'ils ont déposé, disent-ils, leurs dossiers en 2001.

Les protestataires ont fait valoir leur déception quant à la réception de leurs appartements pour la dernière tranche des 540 logements. Certaines personnes présentes au sit-in nous ont montré leurs récépissés et ceux-ci prouvent qu'ils ont été parmi les premiers à avoir déposé leurs dossiers au niveau de l'agence AADL de Blida.

Cependant, ils n'en ont pas été bénéficiaires alors que d'autres venus bien après eux, soutiennent-ils, sont logés depuis plusieurs mois. «Nous sommes las d'entendre toujours la même rengaine en nous présentant à cette agence puisque les préposés nous répètent toujours la même chose, à savoir celle de prendre patience», nous diront les protestataires.

Mieux, parmi ces derniers et faute de bénéficier d'un logement, ils ont été contraints de louer, nous affirment-ils, des appartements dans la même cité AADL de Brakni. Ceci laisse entendre que ces bénéficiaires ne sont pas dans le besoin.

Une délégation composée parmi les contestataires s'est rendue chez le wali de Blida pour lui exposer le problème, et ce, précisent-ils, en prévision de la venue prochaine à Blida du ministre de l'Habitat.

M. B.

CHLEF

Plus de 160 projets de réhabilitation des réseaux d'AEP

Plus de 160 opérations destinées à la réhabilitation, la rénovation et l'extension des réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable sont en cours d'exécution ou en voie de lancement à travers les différentes localités de la wilaya de Chlef, a-t-on appris auprès de la direction de l'hydraulique.

Ces opérations entrent dans le cadre des programmes communaux de développement (PCD) et l'autofinancement des communes, a ajouté la même source.

Parmi ce programme 101 opérations font partie des PCD de l'exercice 2010, a-t-on expliqué, précisant que 85% des ces opérations ont été achevés et mis en exploitation tandis que le reste de ce programme le sera prochainement.

En plus du programme 2010 plus de 60 autres projets portant sur la réhabilitation des réseaux d'assainissement et de l'alimentation en eau potable seront bientôt lancés au titre des PCD 2011.

Ces opérations, qui ont ciblé des localités urbaines et rurales ont pour objectif d'améliorer la dotation journalière en eau potable des localités concernées et la prévention des maladies à transmission hydrique, notamment au niveau des zones rurales ne disposant pas de réseau d'assainissement, ainsi que l'amélioration des conditions de vie de la population.

APS

TIZI-OUZOU

Engouement pour le secourisme à Aïn-El-Hammam

La maison de jeunes de Aïn-El-Hammam et l'Odej de Tizi-Ouzou organisent un stage de secourisme, en collaboration avec la Potection civile, au profit de quatre-vingt-cinq personnes (52 hommes et 33 femmes) de tous âges. Trois groupes de stagiaires suivent, à raison d'une séance hebdomadaire, cette formation qui a débuté le 2 avril courant et prendra fin le 6 juin prochain.

On remarque que parmi le groupe de futurs secouristes se trouvent de nombreux fonctionnaires et, une fois n'est pas coutume, un nombre appréciable de femmes (33).

Durant la formation destinée aux débutants, les stagiaires devraient être initiés aux premiers gestes à accomplir, lors d'accidents, avant l'arrivée des premiers secours. La sécurité civile étant l'affaire de tous, l'implication des citoyens devient indispensable pour faire face à d'éventuels dangers et risques naturels ou technologiques qui ne manqueront pas de surgir au cours de leur vie.

Conscients de l'importance du secourisme, les citoyens de la région de Aïn-El-Hammam sont de plus en plus nombreux à suivre les stages organisés par le Croissant-Rouge ou par la Maison de jeunes.

A. O. T.